Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 31/24 - IX –COM

Audience publique du sept mars deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2020-00369 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

Maître **Céline CORBIAUX**, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1611 Luxembourg, 63, avenue de la Gare, agissant en sa qualité de curateur de la société à responsabilité limitée **SOCIETE1.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), anciennement dénommée SOCIETE1.) SARL, déclarée en état de faillite par jugement commercial du 1^{er} septembre 2023,

appelante aux termes des exploits des huissiers de justice Georges WEBER de Diekirch et Véronique REYTER d'Esch-sur-Alzette du 16 mars 2020,

comparant par Maître Céline CORBIAUX, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

- 1) Maître **Claude SPEICHER**, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-9225 Diekirch, 9, rue de l'Eau, pris en sa qualité de curateur de la société à responsabilité limitée **SOCIETE2.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg

sous le numéro NUMERO2.), déclarée en état de faillite par jugement commercial du 17 septembre 2014,

intimé aux termes du prêt exploit WEBER du 16 mars 2020,

partie défaillante,

- 2) la société à responsabilité limitée **SOCIETE2.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), déclarée en état de faillite par jugement commercial du 17 septembre 2014,

intimée aux termes du prêt exploit WEBER du 16 mars 2020,

partie défaillante,

- 3) la société anonyme **SOCIETE3.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux termes du prêt exploit REYTER du 16 mars 2020,

comparant par Maître François PRUM, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 4) la société à responsabilité limitée **SOCIETE4.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE4.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.),

intimée aux termes du prêt exploit WEBER du 16 mars 2020,

comparant par la société à responsabilité limitée ETUDE D'AVOCATS GROSS & ASSOCIES, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître David GROSS, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 5) la société anonyme **SOCIETE5.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO5.), représentée par ses organes statutaires actuellement en fonctions,

intimée aux termes du prêt exploit REYTER du 16 mars 2020,

comparant par la société à responsabilité limitée PAULY AVOCATS, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg,

représentée aux fins des présentes par Maître Diab BOUDENE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 6) l'**ADMINISTRATION COMMUNALE DE DIEKIRCH**, établie à L-ADRESSE6.), représentée par son collège des Bourgmestre et échevins actuellement en fonctions,

intimée aux termes du prédit exploit WEBER du 16 mars 2020,

comparant par Maître Alain BINGEN, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

L A C O U R D ' A P P E L :

Par exploit d'huissier de justice du 19 mai 2014, la société anonyme SOCIETE6.) SA (ci-après SOCIETE6.)) a fait donner assignation à la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL (ci-après SOCIETE2.)), à son assureur, la société anonyme SOCIETE3.) SA (ci-après la SOCIETE3.)), à la société à responsabilité limitée SOCIETE4.) SARL (ci-après SOCIETE4.)) et à son assureur la société anonyme SOCIETE5.) SA (ci-après la SOCIETE5.)) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de Diekirch, pour voir condamner SOCIETE2.) et son assureur, à lui payer le montant de 249.789,21 euros à augmenter des intérêts sur celui de 235.000.- euros.

A titre subsidiaire, SOCIETE6.) demande à voir constater que l'objet de la vente par acte notarié du 29 décembre 2011 ne correspondait pas à l'usage auquel il était destiné par l'acheteur, partant, de condamner SOCIETE4.) à lui rembourser une partie du prix de vente conformément à l'article 1644 du Code civil et à lui payer le montant de 249.789,21 euros à augmenter des intérêts sur le montant de 235.000.- euros à titre de dommages et intérêts.

En tout état de cause, SOCIETE6.) demande à voir déclarer commun le jugement à intervenir à l'égard de la SOCIETE5.) et une indemnité de procédure de 3.000.- euros.

Par exploit d'huissier de justice du 6 mai 2015, la SOCIETE3.) mit en intervention l'ADMINISTRATION COMMUNALE DE DIEKIRCH (ci-après la COMMUNE) pour prendre fait et cause dans les débats se movant entre les parties liées suite à l'assignation principale.

Par jugement du 10 décembre 2019, ledit tribunal reçut les demandes de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL (ci-après SOCIETE1.)) venant aux droits de SOCIETE6.) suite à son absorption, en la pure forme et l'en débouta.

Par acte du 16 mars 2020, SOCIETE1.) interjeta régulièrement appel de ce jugement aux fins de se voir allouer la somme de 244.789,21 euros avec les intérêts sur celle de 235.000.- euros, suivant la même typologie qu'en première instance. SOCIETE2.), son assureur la SOCIETE3.) et SOCIETE4.) seraient encore à condamner à des indemnités de procédure de 8.000.- euros pour l'instance d'appel et de 3.000.- euros pour la première instance. Au dernier état de ses conclusions elle réclame en outre 14.173,25 euros pour remboursement de frais d'avocat.

L'architecte serait tenu d'une obligation de résultat et ses erreurs de mesure constitutives d'une faute. Sa responsabilité découlerait des articles 1792 et 2270 du Code civil, sinon d'une chaîne ou cession de contrats. Partant, il devrait l'indemniser des coûts supplémentaires d'aménagement d'un ascenseur à voitures et des moins-values négociées avec les occupants. Subsidiairement, sa responsabilité délictuelle serait en cause. Plus subsidiairement, le vendeur SOCIETE4.) serait tenu au titre des vices cachés et la SOCIETE3.) en tant qu'assureur de SOCIETE2.) pourrait se voir directement actionnée.

En cours de procédure SOCIETE1.) prit la dénomination SOCIETE1.) SARL (ci-après SOCIETE1.)) et fit faillite. Son curateur se constitua et informa la Cour de maintenir l'ensemble des conclusions prises.

Par jugement du 17 septembre 2014 fut prononcée la faillite de SOCIETE2.), qui fut clôturée le 1^{er} avril 2015 pour insuffisance d'actifs. L'acte d'appel ne put lui être signifié, à défaut de présence en son adresse statutaire tel que cela ressort du procès-verbal de recherches du 16 mars 2020. Son curateur Maître Claude SPEICHER informa la Cour de ne pas se constituer par courrier du 22 février 2022.

Dans ses conclusions récapitulatives SOCIETE1.) souleva la nécessité de l'intervention du curateur au regard de la survie quinquennale des sociétés liquidées, aux fins de la régularisation de la procédure, la clôture de la faillite étant postérieure à l'assignation en première instance. L'assignation du curateur en reprise d'instance aurait donc été nécessaire.

SOCIETE4.) conclut à la confirmation du jugement entrepris et, en cas de condamnation, elle serait à tenir quitte et indemne par la SOCIETE3.). L'appelante devrait être tenue des frais outre de lui verser une indemnité de procédure de 2.500.- euros.

Actionnée uniquement à titre subsidiaire elle ne serait pas garante des plans de SOCIETE2.) alors qu'elle aurait satisfait à ses obligations au titre de l'article 1616 du Code civil, de plus la garantie des vices cachés aurait été exclue. L'appelante ayant elle-même été négligente ne pourrait actionner autrui et la COMMUNE ne saurait se dédouaner pour avoir transmis des mauvais documents. Ces éléments s'opposeraient également à une responsabilité délictuelle.

La COMMUNE quant à elle conclut à la confirmation du jugement, se rapporte à prudence quant à la recevabilité de l'appel et conteste toute faute de sa part. Ce ne serait pas elle qui délivrerait les plans cadastraux et elle n'aurait pas de pouvoir d'appréciation pour donner une autorisation.

La SOCIETE3.) pour sa part recherche également la confirmation du jugement et si l'architecte était tenu, ses fautes excluraient la garantie et exonérerait l'assureur. Quant à une éventuelle responsabilité délictuelle, les dommages immatériels tels ceux invoqués en seraient exclus. Une franchise devant toujours rester à charge de SOCIETE2.) et l'appelante serait à condamner à lui verser 5.000.- euros au titre de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile. Les indemnités afférentes sollicitées étant à rejeter.

SOCIETE1.) ne saurait actionner SOCIETE2.) à défaut de lien contractuel. En tout état de cause celle-ci ne serait tenue que sous condition, les plans erronés lui fournis étant de la responsabilité de SOCIETE4.), ce qui l'exonérerait aussi de la responsabilité délictuelle. Subsidiairement, l'assureur ne saurait être condamné pour les motifs prémentionnés, auxquels s'ajouterait l'impossibilité de transférer la charge d'un dédommagement tiers librement convenu.

La SOCIETE5.) conteste la recevabilité de l'acte d'appel pour libellé obscur, aucune base légale n'étant avancée à son encontre, et au fond elle conteste toute garantie de sa part. L'appelante serait à condamner à 3.000.- euros d'indemnité de procédure par instance à son profit.

La Cour relève que SOCIETE2.) a recouvré, du fait de la clôture de la faillite, sa pleine capacité juridique, et ses créanciers non entièrement désintéressés peuvent agir directement contre elle dans les conditions de l'article 536 du Code de commerce, c'est-à-dire immédiatement contre le failli banqueroutier, sinon après sept années, sauf retour à meilleur fortune. Etant entendu que la faillite est clôturée depuis plus de sept ans déjà.

Hormis l'appelante aucune partie n'a pris position sur cette faillite et sa clôture au cours même de la procédure de première instance et les conséquences qui en découlent sur l'intervention de celle-ci, ou en cas de liquidation, de ses ayants droits. Or, ladite procédure de faillite et de liquidation est, au regard des principes sus-énoncés, susceptible d'avoir un impact sur l'issue du litige, et plus particulièrement sur les droits de la défense des personnes concernées, alors qu'une condamnation en la présente procédure se fondant potentiellement sur la retenue d'une responsabilité est de nature à priver l'auteur des plans litigieux de la faculté de faire valoir ses droits et moyens.

En vertu de l'article 65 du Nouveau Code de procédure civile et aux fins d'observer le principe du contradictoire, la révocation de l'ordonnance de clôture du 4 décembre 2023 est à prononcer, pour permettre un complément d'instruction du dossier.

Le surplus est à réserver.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant par défaut à l'égard de Maître Claude SPEICHER, pris en sa qualité de curateur de la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL, et contradictoirement à l'égard des autres parties,

invite les parties à conclure sur l'intervention de la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL ou de ses ayants-droits, ainsi que le cas échéant de procéder à la mise en cause des personnes concernées, notamment au vu de la survenance de sa faillite et de la clôture de cette dernière,

réserve pour le surplus.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.